



Quel horizon normatif pour la cartographie d'une exploitation multidimensionnelle ?

Élisabeth Tovar

► To cite this version:

Élisabeth Tovar. Quel horizon normatif pour la cartographie d'une exploitation multidimensionnelle?. Cahiers d'Economie Politique = Papers in political economy, 2018, 2 (2), pp.271-277. 10.3917/cep.075.0271 . hal-02287589

HAL Id: hal-02287589

<https://hal.science/hal-02287589>

Submitted on 9 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUEL HORIZON NORMATIF POUR LA CARTOGRAPHIE D'UNE EXPLOITATION MULTIDIMENSIONNELLE ?

Élisabeth Tovar

Penser l'exploitation avec, et au-delà de, Marx et Roemer

L'apport de la notion d'exploitation est de mettre l'accent sur la causalité de l'inégalité des conditions, l'exploitation étant définie comme une situation où un individu ou un groupe d'individus tire un bénéfice indu d'un phénomène économique (échange, travail, financement des biens publics) aux dépens d'un autre individu (ou groupe d'individus).

Suivant Roemer dans sa rupture avec l'ancrage marxien de la notion d'exploitation sur la théorie de la valeur travail, l'article de Marc Fleurbaey, « The facets of exploitation », replace le concept d'exploitation dans la pensée contemporaine sur la justice sociale. Au-delà de Marx puis de Roemer, la contribution de M. Fleurbaey à la notion d'exploitation se veut être une étape dans une pensée collective en évolution. Loin d'un travail d'exégèse des travaux de Marx ou de Roemer, de la confrontation de ces approches ou de la remise en question de leurs prémisses, il s'agit de proposer un cadre analytique théorique, abstrait et général qui permette d'englober et de prolonger ces deux approches.

Cette démarche est à la fois particulièrement fructueuse et très ambitieuse.

Fructueuse car la généralité de son cadre théorique lui permet de proposer une réelle cartographie de la *pluralité* des formes d'exploitation. Le cadre théorique proposé permet en effet de décliner l'exploitation en quatre facettes jusqu'à présent pensées de façon éparse : en cela, il n'y a pas rupture mais prolongement avec les littératures sur l'exploitation, tant celle de Marx que celle de Roemer.

Ambitieuse car il faut convaincre les dogmatiques de délaisser leurs versions préférées de l'exploitation pensée comme un échange inégal ou un différentiel de dotation. Il faut aussi fédérer les sceptiques qui pourraient renâcler à ranger sous la bannière de l'exploitation l'ensemble des concepts cartographiés dans l'article, et notamment le différentiel de dotation ou le financement des biens publics. Il faut enfin justifier la place de cette notion

dans le champ des travaux sur la justice sociale : une société juste serait-elle une société sans exploitation ?

Au-delà de la binarité exploitateur/exploité : la multidimensionnalité de l'exploitation

La rigueur théorique du cadre formel unifié proposé par M. Fleurbaey lui permet de montrer comment l'exploitation peut être issue de quatre mécanismes distincts : le différentiel de dotations initiales (A-exploitation), l'échange inégal, l'aliénation au travail (M-exploitation), et enfin la présence de passagers clandestins dans le financement des biens publics (la D-exploitation).

Un aspect particulièrement innovant de cette conception multidimensionnelle de l'exploitation est qu'elle permet de sortir d'une pensée binaire opposant exploitateurs et exploités pour comprendre comment certains groupes peuvent se retrouver simultanément des deux côtés de cette relation, indépendamment de leur niveau de revenu ou de leur maîtrise du capital. Cela suppose une rupture radicale avec la pensée de Marx : impossible dès lors de penser des classes sociales opposées définies de part et d'autre d'une relation d'exploitation. Si l'on accepte le cadre théorique de M. Fleurbaey, la société est constituée d'individus qui peuvent tous basculer de part et d'autre de chacune des quatre formes d'exploitation.

Cette sortie de la binarité est intéressante, mais elle apporte deux questions.

La première question porte sur le fait de savoir s'il existe une hiérarchie des formes d'exploitation. Se valent-elles toutes ? Certaines touchent-elles à des aspects plus fondamentaux de la dignité humaine ? On aimerait savoir s'il est, par exemple, plus grave d'être M-exploité que D-exploité, le caractère aliénant de son travail étant moralement plus grave que le fait de contribuer plus que de juste à la fourniture de biens publics. L'empiriste convaincue par le cadre théorique de M. Fleurbaey aimerait pouvoir construire un indicateur d'exploitation, et pour ce faire il lui faut savoir comment pondérer les 4 dimensions, ainsi qu'appréhender leur caractère substituable ou complémentaire.

La seconde question ramène à l'approche marxienne et à sa théorie des classes sociales. Il ne s'agit pas de réclamer à l'auteur une présentation systématique des 16 situations dans lesquelles les individus pourraient se trouver (depuis « exploité dans les 4 dimensions » à « exploitateur dans les

4 dimensions »). Ce serait demander une typologie artificielle de 16 pseudo-classes dont on serait bien en peine de dépeindre les relations. Cependant, certains déterminants de l'exploitation sont mentionnés dans l'article : dotations en capital, effort, préférences pour les loisirs, système redistributif... On aimerait que l'auteur complète sa cartographie de la quadruple relation d'exploitation en explicitant comment ces déterminants peuvent se combiner pour expliquer qui se trouve dans quelle situation d'exploitation, pourquoi et par qui. Pour cela, il faudrait accepter d'incarner le modèle par le choix, nécessairement discutable et imparfait, de formes fonctionnelles déterminées pour les fonctions d'utilité, la fonction de production et la fonction de redistribution. Cette perte en généralité ouvrirait cependant la porte à des possibilités de quantification séduisantes pour l'empiriste, et utiles en termes de propositions de politiques publiques.

Lutter contre la M-exploitation est-il bien souhaitable ?

Parmi les quatre facettes de l'exploitation, la notion de M-exploitation est particulièrement intéressante. L'auteur la place sous l'égide philosophique de Kant : la M-exploitation est présentée comme le prolongement de l'esclavage défini comme une situation où le maître considère l'esclave comme un moyen et non comme une fin. Si on accepte de laisser de côté le fait que c'est l'ensemble de l'analyse économique de l'échange qui repose sur cette prémisse, et d'indexer l'analyse au contexte moderne des rapports entre offreurs et demandeurs d'effort sur le marché du travail, la M-exploitation renvoie à une situation où l'exploiteur tire plus de bénéfice de l'augmentation de la productivité de l'exploité que celui-ci.

Ce qui rend cette facette de l'exploitation si intéressante est qu'elle subsiste même lorsque le salaire versé à l'exploité est élevé, lorsque le revenu de l'exploité augmente, voire même lorsque le revenu de l'exploité est supérieur à celui de l'exploiteur. L'exploité n'est plus l'ouvrier paupérisé soumis à la « loi d'airain » des salaires : le travailleur est exploité dès lors qu'il subit un échange inégal dans le partage du surcroît de productivité qu'engendre son travail. En ce sens, la M-exploitation définie par M. Fleurbaey est un mal de nature plus profonde que l'exploitation qui résulterait uniquement d'une mauvaise prise en compte de la valeur du travail : elle se niche dans la structure des relations d'échange entre le travailleur et l'employeur.

Cependant, cette définition de l'exploitation n'est pas sans poser question. Le cadre théorique utilisé par M. Fleurbaey repose en effet sur un modèle général où chaque individu est assimilé à une entreprise individuelle

échangeant de façon indifférenciée son capital et son effort. Dans la dernière partie de l'article, il est suggéré de formuler la M-exploitation comme le fruit d'un échange où travailleur et employeur échangent du travail incomplet, dans le sens où l'échange ne porte que sur le temps de travail et non sur l'effort des employés. Dans ce cadre, si on comprend bien l'article, éviter l'exploitation impliquerait que les travailleurs puissent être payés exactement à leur productivité marginale.

On peut se demander ce que cela implique pour le monde réel, où le marché du travail est loin de fonctionner de façon pure et parfaite. Au-delà du caractère savoureux de ce résultat (la concurrence pure et parfaite garante de l'absence d'exploitation), que dire du salariat, où les travailleurs sont payés au temps de travail, indépendamment de leur effort effectif, où il existe un salaire minimum, et où les salaires sont rigides – notamment dans la fonction publique ? Faut-il remettre en question ce mode de fixation de la rémunération des travailleurs, condamné de par sa nature même à engendrer de la M-exploitation ?

Que dire du post-salariat à la Uber, avec le retour du paiement à la tâche et la délégation du risque en capital sur le travailleur faussement autonome ? Faut-il applaudir cette innovation technologique et entrepreneuriale, au motif que ce mode de rémunération exclut par nature toute exploitation ?

Le cadre théorique bâti par M. Fleurbaey n'a pas pour objet de répondre à ces questions épineuses, mais celles-ci émergent immanquablement si on cherche à l'utiliser en tant qu'outil normatif destiné à éclairer la réalité. À quoi ressemblerait un marché du travail libre d'exploitation ? S'il n'est pas sûr qu'un tel marché du travail nous soit trivialement acceptable, cela signifie que l'absence d'exploitation entre en conflit avec d'autres paradigmes normatifs.

Mérite et inconfort d'une pensée *économique* sur la justice sociale

Il faut reconnaître que cette demande d'une confrontation de la pensée de l'exploitation aux théories de la justice sociale est assez effrontée car un autre aspect remarquable de l'article est que l'auteur ne se dérobe pas face aux inconforts de la pensée économique sur la justice sociale. La plupart du temps, la justice sociale est pensée de façon statique, à l'équilibre : on définit les caractéristiques d'une société juste et on se donne des critères pour mesurer l'écart entre l'idéal et la réalité.

Par contraste, ici, l'auteur raisonne dans le cadre d'un modèle *économique* intégré, où il faut tenir compte des préférences des agents économiques ainsi que des rétroactions possibles entre les marchés. Ainsi, par exemple, explique-t-il, un transfert de capital ne réduirait pas nécessairement l'exploitation car cela pourrait affecter les prix et, ce faisant, plus que compenser l'effet sur les dotations. Les comportements individuels sont également abordés, par exemple la tentation du riche de limiter son effort et sa contribution au financement des services publics afin de bénéficier de plus de loisirs.

Le revers de la médaille de cette démarche si rare et méritante est que chacun des comportements et canaux de transmission proposés peut être critiqué, discuté, disséqué. Par exemple, l'utilité ne pourrait-elle pas dépendre également des dotations en capacités c , dans une interprétation à la Sen où la capacité d'agir entre dans la définition du bien-être ?

Par ailleurs, l'asymétrie entre la valorisation du produit, défini objectivement, indépendamment de l'utilité de celui qui le consomme, et la valorisation de l'effort du travailleur, exprimée, elle, en termes de son utilité, pose question. Cela implique que la M-exploitation ne dépend pas du bénéfice tiré par les exploités du point de vue de leur utilité. Pourquoi cela ? Y aurait-il une valeur objective des choses produites ? Mais dans ce cas ne devrait-on pas également objectiver l'effort fourni par les producteurs ? Dans la même veine, la D-exploitation se manifeste via l'inégale contribution à la production de services publics, mais quid de leur consommation ? En effet, les riches pourraient exploiter les pauvres en captant de façon disproportionnée les dépenses publiques.

Enfin, l'exploitation est depuis Marx une question de classes sociales et de transmission intergénérationnelle des positions sociales. Par contraste, dans l'article, les groupes exploités et exploités sont définis *a posteriori* parmi les gagnants et les perdants des échanges de marché. Comment, dans ce cadre, rendre compte de la dynamique intergénérationnelle des inégalités des dotations, de la question de l'héritage et de la dette ?

Cela débouche de nouveau sur les politiques publiques légitimes qu'il conviendrait de mettre en place pour limiter l'émergence de l'exploitation. Quelle structure pour ses prélèvements obligatoires ? Pour son organisation des processus de production ? Pour ses règles d'héritage ? Pour sa distribution de la consommation de services publics ? Pour son système éducatif ?

Il faut reconnaître que la critique est potentiellement sans fin, chacun souhaitant enrichir le modèle de ses propres obsessions... Et si l'auteur a le

grand mérite de nous offrir une cartographie de l'exploitation, vouloir tirer de son outil analytique une carte au 1:1 à la Borges n'a que peu de sens.

Sans marché, pas d'exploitation ? Questionnements aux frontières du modèle

Un autre angle de critique ne porte plus sur les caractéristiques internes du modèle, mais sur ses frontières. Le cadre unifié du modèle repose en effet sur le postulat d'échanges marchands entre des individus rationnels. Cela signifie-t-il que l'exploitation n'est possible que dans ce domaine de définition ?

Peut-il donc y avoir exploitation lors d'activités productives non marchandes, comme lors de la fourniture d'un bien public ou d'une activité bénévole ? Qui est l'exploiteur si l'individu (par exemple un fonctionnaire) travaille pour la collectivité, celle-ci captant l'essentiel d'un accroissement de sa productivité ? Le SDF à qui un maraudeur offre un café exploite-t-il ce bénévole, à moins que ce soit l'association à laquelle celui-ci appartient ? Il semble peu pertinent de parler d'exploitation dans ces deux exemples, mais on peine à trouver un argument théorique qui justifie de les dispenser du cadre d'analyse proposé par M. Fleurbaey.

On peut également se poser la question de la possibilité d'une exploitation des individus altruistes ou désintéressés. Si un individu présente un goût pour l'effort indépendant de la rentabilité de celui-ci, ou consent à être utilisé par les autres pour le bien de la collectivité, peut-il être exploité ? Que faire si l'exploitation n'affecte pas l'utilité des individus, ou, pire, l'augmente – comme dans l'exemple du maraudeur qui accepte consciemment d'être exploité par le SDF et son association ?

L'exploitation est définie dans le cadre de M. Fleurbaey comme une réalité objective ; c'est un mal « en soi ». Doit-elle être combattue au détriment des préférences des individus ? En d'autres termes, définit-elle un horizon normatif indépassable ou doit-elle céder le pas face à d'autres principes normatifs ?

Exploitation et justice sociale : pas d'exploitation dans une société juste ?

On retrouve ainsi la question de la charge normative du concept d'exploitation. À la fin de l'article, l'auteur positionne l'exploitation vis-à-vis de la question plus générale de la justice sociale. Il semble suivre Roemer pour qui l'exploitation ne peut être, au mieux, qu'un concept informant cette dernière, plus légitime et complète. Logiquement, dans l'article, les formes d'exploitation sont donc définies comme des écarts à une norme de justice, certes non précisée (quoiqu'implicitement égalitariste) qui se situe en surplomb des structures économiques et sociales engendrant l'exploitation. On pourrait questionner cette hiérarchie. La façon dont le modèle est construit, en subordonnant l'exploitation à une norme de justice sociale externe, semble interdire techniquement une telle question, mais on peut quand même se permettre de poser le débat de fond. Peut-il y avoir de l'exploitation dans une société juste ?

Renversant la hiérarchie, on pourrait alors envisager de poser l'absence d'exploitation comme une condition nécessaire de la validité de théories de la justice plus englobantes.